

<http://www.pierrealainmillet.fr/Les-collectivites-et-les-reformes>



lettre au président Collomb

# Les collectivités et les réformes de l'université

- Interventions - Conseil métropolitain du Grand Lyon -

Date de mise en ligne : dimanche 22 janvier 2012

---

Copyright © Blog Vénissian de Pierre-Alain Millet - Tous droits réservés

---

### Lettre du 16 Janvier au président du Grand Lyon

Monsieur le président,

Comme conseiller communautaire par ailleurs salarié actif, j'accorde une grande importance à la qualité des relations entre les institutions et les organisations syndicales. Je vous avais alerté lors d'un conseil de communauté sur la nécessité que notre représentant dans le conseil d'un établissement universitaire prenne le temps du dialogue avec les personnels de ces établissements afin de tenir compte de leur avis dans ses décisions de vote. Cette nécessité devient essentielle quand il s'agit de décisions majeures à caractère stratégique comme le vote d'un budget, ou les projets dits d'excellence (IDEX, LABEX) qui bouleversent l'organisation du monde universitaire dans le cadre de la LRU.

Enseignant-chercheur à l'INSA de Lyon, j'ai été élu sur la liste du SNESUP au conseil d'administration de cet établissement où je retrouve le représentant de notre conseil, comme d'ailleurs celui de la commune de Villeurbanne. Cette instance connaît depuis plusieurs années une véritable crise de gouvernance, les demandes des personnels restant systématiquement sans suite de la part d'une direction qui refusait toute transparence. Le changement de direction lui-même s'est fait dans des conditions surprenantes. Les personnalités extérieures, dont le représentant du Grand Lyon, ont suivi la direction sortante dans un choix en opposition avec la très grande majorité des élus internes.

La nouvelle direction a tenu compte de cette histoire en cherchant à mettre en place des procédures plus transparentes de vie démocratique. Cependant, les enjeux concernant la situation financière de l'établissement et sa stratégie dans les projets d'excellence soulèvent toujours de fortes oppositions dont certains des éléments doivent vous interpeller.

Les budgets votés en 2010 et 2011 sous contrôle étroit du rectorat se sont révélés non sincères, des dépenses structurelles représentant plusieurs millions n'ayant pas été budgétées. Les investissements immobiliers lourds réalisés dans la décennie précédente sans financement ont fragilisé l'établissement et ont conduit à des réductions drastiques de dépenses qui impactent fortement l'activité de recherche et d'enseignement, réductions que la nouvelle direction doit poursuivre. Ces questions soulevées depuis des années par les personnels n'ont jamais été évoquées par le représentant du Grand Lyon qui a toujours voté les propositions de la direction.

Le 8 décembre dernier, la situation pouvait être différente. La nouvelle direction avait échangé à de nombreuses reprises avec les représentants du personnel, qui avait fait des propositions alternatives. Deux décisions lourdes ont été prises par les seules personnalités extérieures dont notre représentant par procuration, avec le représentant de la commune de Villeurbanne.

- Le budget 2012 qui intègre de nouvelles réductions de dépenses de fonctionnement, des hausses de tarifs impactant les étudiants, et la baisse de 10% des heures complémentaires, conduisant à une réduction de certaines activités d'enseignement. Cette baisse n'est d'ailleurs qu'une étape qui pourrait conduire à rapprocher l'INSA des ratios nationaux d'heures par étudiant au détriment de sa spécificité d'une école de l'ascenseur social.
- L'adhésion au projet d'IDEX2, projet présenté explicitement, contrairement à la version IDEX1, comme un outil de concentration des moyens au service de l'excellence, c'est-à-dire d'une faible part de l'activité de recherche et d'enseignement quand l'essentiel des enseignants chercheurs et des étudiants seront voués aux réductions

de dépenses et de services.

Les représentants du personnel de l'INSA ont demandé sans succès des alternatives à la décision budgétaire et le report du vote sur l'IDEX pour donner le temps d'un débat interne. La direction a maintenu ses propositions contre l'avis des personnels et malheureusement, le vote des représentants des collectivités locales est allé dans son sens. Il faut savoir que les représentants du personnel au CA du PRES n'ont pu se faire communiquer le projet IDEX 2 déposé ce même 8 décembre ! Quelques jours après le vote, le président du PRES a publié une version édulcorée du projet en considérant que dans le cadre de la concurrence entre projets, le projet ne devait pas être rendu. Depuis, quelques informations filtrent comme celle qui annonce que seulement 1137 enseignants-chercheurs seraient concernés par les projets d'excellence sur les plus de 11 000 du PRES. C'est ainsi que la « gouvernance » recherchée s'inscrit explicitement contre la démocratie minimale, celle associant les élus représentatifs.

C'est pourquoi je vous demande de mettre en place avec nos représentants dans les établissements d'enseignement supérieur une organisation du dialogue favorisant des positions communes exprimant le soutien de notre assemblée aux forces vives de la recherche et de l'enseignement supérieur.

*Post-scriptum :*

*copies*

- *au vice-président ARRUE, représentant du Grand Lyon au CA de l'INSA*
- *à la conseillère communautaire Chafia Tifra, représentant de la ville de Villeurbanne au CA de l'INSA*
- *au maire de Villeurbanne Jean-Paul Bret*
- *au président du groupe communiste Willy Plazzi*
- *au maire de Vénissieux*